

# FARABUNDO

Bimestriel du Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador n° 4 - juin - juillet 1982 5 F

BDIC

EL SALVADOR VAINCRA



40P 10951



## Les radios du FMLN

L'opinion publique internationale connaît la brutalité avec laquelle le régime salvadorien réprime les justes aspirations populaires de transformations structurelles qui requiert la société salvadorienne.

La dictature salvadorienne a toujours maintenu sous son contrôle, d'une façon inflexible, les moyens de presse et d'information à fin d'éviter le surgissement de toute forme de dissidence et d'opposition, moyens qui ont mis en question l'information officielle et qui ont menacé de l'ébouler.

Au Salvador la presse d'opposition ne s'est jamais développée à niveau national. C'est surtout avec le processus révolutionnaire que des moyens d'information alternative ont commencé à surgir et à avoir la capacité de rompre le blocus de l'informa-

tion maintenu par la dictature, grâce à la répercussion qu'ils ont eu parmi les masses populaires. Le cas de Mgr. Romero, appelé « La voix de ceux qui n'ont pas de voix » a été très significatif.

Toutes ces expressions ont été éliminées une à une, en utilisant les moyens de répression les plus violents, sans qu'on puisse considérer ce fait comme dû au hasard, il faut rappeler que, fondamentalement, le projet impérialiste pour le Salvador, à partir du 15 octobre 79 a cherché à donner vers l'extérieur une image « centriste » et « réformiste » pour encadrer un réel projet génocide et contre-révolutionnaire. Le contrôle de l'information est devenu pour le régime en place et pour l'impérialisme, un besoin stratégique.

Une fois épuisées les possibilités de détruire physiquement les Radios du FMLN,

en utilisant les moyens militaires, l'impérialisme a eu recours à ses grands moyens technologiques, en imposant une interférence sur le signal de Radios Venceremos et Farabundo Martí à travers le destroyer nord-américain « Caron ».

Mais l'interférence, en tant que telle, est la preuve évidente de l'incapacité. L'impérialisme ne peut pas taire la voix du peuple ; alors il la brouille.

La persistance des radios du FMLN sur les ondes, même brouillées, a une grande signification politique, celle même qui à la défiante présence des forces révolutionnaires dans le volcan de Guazapa, à 25 km, seulement, de la capitale du pays, c'est l'évident témoignage d'un grand pouvoir populaire, de l'accumulation active des forces nées depuis le 10 janvier dans les zones de contrôle, de l'énorme audace et créativité de ce peuple qui fait face, avec des minces moyens techniques, à la plus grande technologie du monde, qui met sa dignité au levain de l'arrogance et la suffisance de l'administration Reagan.

Mais il faut être objectifs, l'impérialisme atteint cependant un but avec l'interférence : il bloque la diffusion de la véritable réalité qui se vit au Salvador ; c'est bien pour cela qu'il l'a imposé le 26 mars, deux jours avant les élections qui constituaient le point et le moment décisif de sa politique à venir au Salvador. Malheureusement pour lui, les résultats n'ont pas été ceux qu'il attendait, et maintenant il doit éviter que l'inutilité de ses élections pour trouver une solution de Paix dans notre pays soit connue ; c'est pour cela qu'il continue de brouiller radio Venceremos et radio Farabundo Martí.

Le brouillage est une action de piraterie qui affecte une bonne partie du cadran où se trouvent d'autres transmissions, il ne peut pas, donc, le réaliser constamment. Il utilise le brouillage aux moments où l'information est décisive.

Vaincre le brouillage c'est un objectif à atteindre ; c'est une proposition concrète de solidarité à soumettre à tous les comités de solidarité, organisations politiques, radiophoniques, syndicales et surtout aux syndicats de presse dans le monde entier. Une seule voix de protestation doit s'élever pour exiger de Mr. Reagan le retrait du destroyer « Caron », mouillé dans le Golf de Fonseca, dans les eaux territoriales de trois pays centro-américains.

En France, Radio Venceremos compte déjà avec beaucoup d'appui et de sympathie, cet appui a fait possible la réalisation d'une chaîne de radios, dans la région parisienne, le 5 juin, pendant la visite de Reagan en France qui a transmis une émission spéciale de Radio Venceremos pour exiger de Mr. Reagan des explications sur sa politique par rapport au Salvador et l'arrêt immédiat du brouillage. □



## Sommaire

Toute la technologie nord-américaine contre les radios insurgées	2
Les élections n'ont pu effacer les causes du conflit ni la guerre	4
Un nouveau visage du Salvador est apparu dans la presse	5
Chronique du mouvement ouvrier	6
Les professeurs salvadoriens ont construit une organisation forte et combative	7
La solidarité envers le peuple salvadorien s'accroît et se développe dans le monde entier	8
L'Université doit jouer un rôle dans la formation de l'Homme nouveau	9
Les révolutionnaires salvadoriens résistent aussi dans les prisons	10
Les combats avant, pendant et après les élections	12
Au Guatemala, après les élections il y a un « après coup d'Etat »	15



Directrice de la publication :  
Solange Ameye  
Bimestriel d'information du  
Comité Salvador,  
68, rue de Babylone,  
75007 Paris.  
ISSN : 0294-3123  
Numéro de Commission paritaire :  
en cours  
Imprimerie : Rotographie (Mon-  
treuil - Tél. : 859-23-28

# Les urnes et le napalm

*Les faits sont beaucoup plus forts que n'importe quelle campagne d'intoxication. L'impérialisme et ses porte-paroles ont voulu montrer que la démocratie pouvait être réduite à des élections dans un pays en guerre. Qu'on pouvait parvenir à la paix au Salvador par le chemin des urnes.*

*La réalité est que la guerre continue et les problèmes qui en furent la cause restent avec son lot de souffrances pour le peuple. Pis encore, un gouvernement d'extrême-droite plus déterminé à mener le génocide a été mis en place. ARENA, le parti de d'Aubuisson, l'assassin de Mgr. Romero, et le PCN des anciennes dictatures ne veulent même pas entendre parler de la réforme agraire de la Démocratie-chrétienne. Les bonnes paroles il faut les prêcher ailleurs. Pour eux il y a un seul langage, celui du Napalm.*

*Monsieur Reagan ne se sent pas gêné. Pour lui, au Salvador il y a simplement une « démocratie combattante », à laquelle il porte de toute évidence son soutien. Haig exige et redemande une aide supplémentaire de trente-cinq millions de dollars pour la dictature. Les élections n'avaient été envisagées que pour servir de sauf-conduit à la prolongation de la guerre et à l'intensification de l'intervention nord-américaine.*

*Après la guerre des Malouines, la carte argentine semble avoir brûlé. Le soutien des Etats-Unis à la Dame de Fer tout au long du conflit apparemment a indisposé les généraux argentins avec leur maître du Nord. Le TIAR boite, et il faudra du temps pour le mettre à l'endroit. L'intervention massive et directe des Etats-Unis apparaît de plus en plus probable.*

*Au Salvador, la dictature envoie tout de suite au champs de bataille la brigade spéciale récemment revenue de l'Amérique du Nord. Pour lui assurer une réussite on engage aussi la brigade « Atlacatl » et on fait appel à l'armée hondurienne. Mais les combattants du FMLN à nouveau ont mis en échec pour l'enième fois l'armée de la dictature. Le chef de l'état major affirme sans sourciller que les pluies étaient trop fortes.*

*Cependant la réaction salvadorienne refuse toujours d'entreprendre des véritables négociations, et maintenant elle est devenue encore plus intransigeante.*

*Le FMLN-FDR bien que toujours disponible pour trouver une solution politique aux problèmes économiques et sociaux du pays, réaffirme sa détermination à poursuivre son combat jusqu'à la conquête de la vraie indépendance et l'autodétermination.*

# La démocratie et ses victoires

*Quand Reagan a accédé à la présidence des Etats-Unis, on a parlé d'un raz de marée bien que seulement 40 % des électeurs aient voté. Certains ont voulu voir dans les élections du Salvador une victoire de la « Démocratie ». Quelle conception de la démocratie, quand cette victoire est obtenue en installant quelques centaines d'urnes pour deux millions et demi d'électeurs dans des villes quadrillées par l'armée et les bandes para-militaires.*

Au fur et à mesure que la situation au Salvador apparaissait devant l'opinion publique mondiale dans sa plus cruelle réalité, le gouvernement des Etats-Unis éprouvait de plus en plus de difficultés à justifier son intervention et le soutien apporté à Duarte. Des organismes internationaux (l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Parlement Européen, etc.) dénonçaient les violations des Droits de l'Homme dans ce pays et soutenaient la proposition de négociations pour trouver une solution politique aux problèmes qui sont à l'origine de la guerre. Un large mouvement anti-interventionniste se développait au cœur même des Etats-Unis soutenu par des sénateurs et des nombreuses personnalités.

Au Salvador le FMLN avait pris l'initiative militaire de la guerre, il élargissait son contrôle sur de vastes zones du territoire, il menait la guerre dans les principales villes et repoussait toutes les contre-offensives de l'armée de la junte. La seule présence des conseillers nord-américains à la tête de l'armée se révélait insuffisante pour vaincre le mouvement révolutionnaire. Face à cette situation l'impérialisme a cherché le moyen de légitimer sa politique et le gouvernement anti-populaire qu'il soutenait. La Maison Blanche décidait alors de monter un spectacle invraisemblable : des élections dans un pays en guerre, et comble de cynisme, les présenter comme LA solution du conflit.

## Eclatante victoire

Des observateurs soulignaient l'impossibilité d'organiser des élections démocratiques qui de toutes façons ne mettraient pas fin aux hostilités. En effet depuis le coup d'Etat du 15 octobre 1979 la junte a assassiné plus de 36 000 Salvadoriens, instauré l'Etat de siège qui annule toutes les libertés démocratiques. Elle a promulgué des décrets qui interdisent le droit de grève, de réunion, de syndicalisation ; elle a militarisé les services publics, censure et contrôle tous les moyens de communications. Toutes ces mesures restauraient, en l'aggravant, la loi de Défense de l'Ordre Public en vigueur sous le dictateur Romero (1977-1979) que la pression populaire avait fait abolir.

Voici dans quelles circonstances, selon certains, la démocratie a remporté une éclatante victoire !

Mais cette distorsion de la réalité a été possible grâce à une opération de propagande du département d'Etat, complaisamment reprise par les médias. Elle a consisté en une manipulation et une falsification des résultats. Tout d'abord la plupart des commentateurs pendant la période pré-électorale spéculaient sur les intentions de vote de l'électorat. On nous parlait de pourcentages qui s'exprimeraient en faveur de l'un ou l'autre des partis en lice comme si la situation de guerre qui vit le pays depuis deux ans rendait possible la pratique de sondages.

Ensuite on nous a montré de longues files de votants en suggérant que cette présence massive était due plus au civisme qu'à la crainte des représailles qu'encourraient les abstentionnistes, les cartes d'identité étaient soigneusement tamponnées. Les reportages se bornaient à montrer le scrutin à San Salvador, la capitale du pays, mais « on oubliait » de souligner que dans cette ville d'un demi million d'habitants, seulement 13 des 50 bureaux de vote avaient été ouverts.

Mais la plus grosse falsification est à rechercher dans le gonflement des chiffres de votants. Tout le monde s'accorde à dire que la participation a été plus forte que prévue, même des sources de l'opposition on l'évalue à 600 000 personnes.

Alors que 24 heures après le scrutin, les votes validés par le conseil électoral ne dépassaient pas les 700 000, les chiffres « officiels » repris par la presse atteignent le million et demi de suffrages exprimés. On n'avait imprimé que 800 000 bulletins de vote.

Il est difficile de croire à tels chiffres quand l'opposition contrôle 1/3 du pays et qu'avec l'offensive militaire continue du FMLN les élections ne se sont déroulées que sur 40 % du territoire. D'autre part, 600 000 Salvadoriens ont abandonné le pays, fuyant la répression, 500 000 ont quitté leurs foyers parmi lesquels la majorité a trouvé protection dans les zones contrôlées par le FMLN-FDR.

## L'habit de la « démocratie »

L'administration Reagan ne cachait pas sa préférence pour la Démocratie Chrétienne, meilleure couverture à sa politique d'ingérence. L'extrême-droite obtenait

pourtant la majorité de députés et se montrait déterminée à écarter Duarte et son parti du pouvoir. Devant ce risque l'ambassadeur nord-américain organisait des longues négociations pour obtenir sa participation au gouvernement et la nomination d'un président présentable. Prendes, secrétaire général de la Démocratie Chrétienne, celui-là même qui exigeait le jugement de d'Aubuisson pour avoir conspiré contre Duarte, est aujourd'hui président de la Haute Cour de Justice. La violence selon Prendes n'était dûe qu'à l'affrontement de l'extrême-droite et l'extrême-gauche ; les hostilités passées entre les fractions au pouvoir n'étaient que faux semblants, si hier la Démocratie Chrétienne servait d'habillement démocratique, la voilà réduite au rôle de feuille de vigne de la dictature fasciste.

Ils vont devoir accorder leurs discours avec leurs actes, le sinistre d'Aubuisson prêchait pendant sa campagne l'utilisation du napalm, seul remède contre le peuple insurgé. La fausse réforme agraire vient d'être abolie, encore trop subversive aux yeux de l'impérialisme et de ses alliés locaux qui font prévaloir la solution militaire. Avec l'avènement de l'extrême-droite au sommet du pouvoir et la fausse légitimité acquise le 28 mars, l'intervention massive et directe apparaît de plus en plus comme la seule solution envisagée par l'impérialisme. Depuis le mois d'avril le nombre des victimes est en forte augmentation, dans les campagnes. Cela a été confirmé par Mgr. Rivera y Damas dans son homélie du 16 mai 1982.

## Le combat continue

Cette éventualité se trouve renforcée par le conflit des îles Malouines qui semble remettre en cause le Traité Inter-américain d'Assistance Réciproque (TIAR). En effet, selon les plans impérialistes l'Argentine était appelée à jouer un rôle dans une force d'intervention. Actuellement le gouvernement argentin ne paraît plus disposé à remplir cette tâche, le retrait de ses conseillers du Salvador, Guatemala et Honduras constitue un indice révélateur de ce changement.

Face à la crise profonde que traverse la société salvadorienne, seul le FMLN-FDR s'est montré capable d'apporter des solutions à cette crise, de résoudre les problèmes économiques et sociaux, d'instaurer la paix et jeter les bases d'un développement du pays. Le nouveau gouvernement, intransigeant face aux propositions de négociations, lance toutes ses forces dans des « opérations de nettoyage », dont les dernières en date devaient mettre un terme aux actions du FMLN, selon les dires du chef d'état major, Flores Lima.

Mais toutes ces contre-offensives ont été victorieusement repoussées par les forces révolutionnaires qui sous la consigne de combattre avant, pendant et après les élections maintiennent une activité constante sur toute l'étendue du pays. □

## le nouveau visage du Salvador dans la presse



**A partir du 28 mars, on a pu observer dans la presse française, un changement notable dans l'orientation et les termes des articles qui ont entrepris d'évoquer la situation au Salvador.**

En effet, un certain nombre d'organes de presse, au cours des semaines précédentes, s'étaient accordés à reconnaître que les « élections », projet des Etats-Unis destiné à donner à la junte une façade démocratique, ne pourraient apporter aucune solution à la crise.

Or, à dater des « élections », ces mêmes journaux ont semblé présenter le déroulement des événements sous un jour nouveau, et se sont fait l'écho des informations télévisées qui ont montré avec insistance la même image d'électeurs faisant la queue pour se rendre aux urnes, en dépit du bruit des balles. Pour commenter cette image, plusieurs arguments ont été utilisés, à partir desquels un nouveau visage a été construit à la « solution électorale » au Salvador, aux yeux de l'opinion française.

L'éditorialiste du *Matin*, dès le 30 mars, se fait lui-même l'écho de ce retournement :

*« A la veille des élections pour l'Assemblée constituante du Salvador, la gauche française, dans son ensemble, condamnait, souvent sans appel, le scrutin de dimanche organisé par la junte militaire. (...) A l'issue du scrutin de dimanche une première constatation s'impose : en dépit des opérations armées de la guérilla, des Salvadoriens se sont rendus aux urnes et on ne voit pas au nom de quelle idéologie, de quelle éthique, il y aurait lieu, sur les bords de la seine, de mépriser cette ébauche d'une expression démocratique, aussi infirme soit-elle. (...) Sans vouloir donner un sens qu'elle n'a pas à cette consultation électorale, il convient de savoir la prendre en compte pour l'avenir. Le fait qu'elle ait eu lieu peut débloquer la situation. »*

Si cette analyse condense, on le verra, un grand nombre des arguments qu'utilisent ailleurs d'autres raisonnements, elle avance surtout l'idée qui les fonde tous : « Quel que soit le nombre de votants, les élections ont eu lieu, et c'est important. » (*Le Matin*, 30 mars 1982). « Malgré de

très nombreux incidents, qui ont fait plus de soixante-dix morts, dont trente dans la capitale, les élections du 28 mars ont pu avoir lieu sur l'ensemble du territoire du Salvador, sauf dans la capitale départementale d'Usulután, pratiquement isolée par la guérilla. » (*Le Monde*, 30 mars).

Ce point de départ permet de qualifier de succès relatif, voire complet, la stratégie mise en place par l'administration Reagan à travers la junte ; si des réserves en effet sont apportées concernant l'exactitude des chiffres officiels de participation au scrutin, celle-ci n'en est pas moins estimée, de toute façon, inattendue, et les commentateurs rivalisent d'adjectifs pour l'évoquer ; « Interminables queues devant les bureaux de vote. » (*Le Monde*, 30 mars). « Il fallait vraiment qu'elles veuillent voter ces milliers de personnes qui attendaient devant les bureaux, en file ordonnée sur plusieurs centaines de mètres. » (*Libération*, 29 mars). « Le premier événement de cette journée est que des centaines de milliers de Salvadoriens ont fait l'impossible pour aller voter », et ceci sous une « pluie de balles ». (*Le Monde*, 30 mars).

Ces interprétations de la journée du dimanche 28 mars témoignent d'un certain parti pris de légitimation a posteriori de la « solution électorale » ; or, celui-ci comporte au moins deux silences, qui déforment la réalité.

Tout d'abord, l'action de la guérilla au cours de la journée et de celles qui l'ont précédée est présentée comme une succession de sabotages et d'attentats, ce qui permet de l'opposer au processus légaliste qu'elle cherche à « perturber » ; *Le Matin* titre dès le 27 mars : « Salvador : des fusils et des urnes ». Selon le *Monde* du 30 mars, « les deux sociétés qui s'affrontent se sont exprimées l'une par le vote, l'autre par le fusil. » L'ambiguïté de ce type de présentation consiste d'une part à faire prendre les combattants révolutionnaires pour des terroristes sans aucune légitimité populaire, (« d'un côté la guérilla menace ceux qui se rendent aux urnes, de l'autre l'armée jure d'assassiner ceux qui n'y vont pas ») (*Le Monde*, 27 mars). « Un scrutin qui se déroule sous la double menace d'un pouvoir militaire et d'une organisation révolutionnaire... » (*Le Matin*, 30 mars) ; elle consiste d'autre part à mettre sur le même

plan les organisations révolutionnaires, et l'armée ainsi que les bandes paramilitaires de l'extrême-droite, pour les rendre indistinctement responsables de la « violence », opposée à la « volonté de paix » de la population. Les racines du conflit sont oubliées.

Deuxième omission : alors qu'avant le 28 mars, tous reconnaissaient que la crédibilité du scrutin était irrémédiablement entamée pour de nombreuses raisons (absence de registre électoral, pressions de l'armée sur les votants, refus de la plupart des démocraties européennes d'envoyer des observateurs pour cautionner la régularité du scrutin, permanence de l'état de siège et présence des seules forces de droite et d'extrême-droite), passées les élections cette crédibilité n'est plus sérieusement remise en cause : « On peut estimer que la surveillance mutuelle à laquelle se livraient la Démocratie-Chrétienne, le pouvoir et l'extrême-droite, appuyée par d'importants secteurs de l'armée, garantit l'absence de graves fraudes ». (*Le Monde*, 2 avril). La longue histoire des fraudes électorales au Salvador semble oubliée.

Cette interprétation des événements possède une cohérence ; elle repose sur la volonté de présenter les élections comme la « solution politique » que cherche à accréditer l'administration Reagan, cette solution dépendant du maintien et du renforcement de la Démocratie-Chrétienne au pouvoir. Il s'agit donc en fait, au-delà des changements précédemment cités, de la poursuite d'un discours déjà bien souvent entendu : celui qui consiste à mettre en parallèle l'extrême-droite et l'« extrême-gauche », pour leur opposer une démocratie-chrétienne soucieuse de paix et de réformes ; c'est le point de vue qu'adopte l'article du *Monde* intitulé : « Le difficile réformisme au Salvador » (27 mars) : « Tout inciterait à une simplification brutale, si ce n'était la présence, à la tête du gouvernement, d'un démocrate-chrétien qui a donné de nombreuses preuves de sa volonté démocratique et réformatrice, » ce dernier étant « écartelé entre une caste brutale qui n'a rien compris, rien appris, et des révolutionnaires rebelles aux valeurs démocratiques... ». La responsabilité de la démocratie-chrétienne dans l'oppression du peuple est ainsi occultée.

L'information sur les suites des élections ne montre que trop, dans les semaines qui suivent, la persistance de cette analyse ; quand l'actualité salvadorienne n'y est pas totalement absente des colonnes – comme si, soudainement, tout se trouvait résolu, de par les élections –, toute l'attention est braquée sur les tractations entre l'ambassade américaine, la démocratie-chrétienne, et les différents partis d'extrême-droite – comme si réellement le conflit avait pu en arriver à un niveau de règlement politique, malgré l'exclusion des forces représentatives de l'ensemble du peuple, et le refus de toute négociation avec elles. □

## Chronologie

# Formation du mouvement ouvrier salvadorien

En 1920, la première grève déclenchée par les cheminots inaugure une période de mobilisation ouvrière.

En 1924, formation de la Fédération Régionale des Travailleurs d'El Salvador (FRTS), qui s'affilie à la Confédération Ouvrière Centro-américaine. En 1930, création du Parti Communiste Salvadorien issu d'une coordination des cellules ouvrières communistes.

En 1929, la crise du capitalisme mondial provoque un effondrement des cours du café, principal produit d'exportation sur le marché mondial. Cette crise ne fait qu'aggraver les conditions de vie des travailleurs, qui deviennent intolérables. Les salaires se réduisent à la misère et des milliers de travailleurs sont licenciés. Cette situation aboutira à l'insurrection populaire de 1932, après une sanglante répression les organisations des travailleurs sont anéanties et on instaure la dictature du Général Maximiliano Hernandez Martinez.

En 1944, après la destitution du dictateur Hernandez Martinez est créée l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) suivie quelques mois plus tard par la formation du Comité de Réorganisation Ouvrière Syndicale du Salvador qui joue un grand rôle dans la chute du conservateur Castañeda en 1948 et montre ainsi l'importance croissante de la classe ouvrière dans la vie politique du pays.

A partir des années 50, des secteurs hégémoniques de la bourgeoisie entament un processus de « modernisation » du pays qui s'accompagne de nouvelles mesures économiques tels que : suppression des décrets limitant les investissements étrangers dans l'industrie, relance du marché intérieur, développement des travaux d'infrastructure et services. Sur le plan social, des lois sont émises pour régler les conflits entre patrons et ouvriers permettant d'exercer un contrôle sur les activités syndicales. Cette période d'industrialisation est impulsé par les investissements étrangers et la mise en place du Marché Commun Centro-américain. Cette période entraîna une concentration du capital ainsi que l'accroissement de la classe ouvrière.

En 1957, surgit la Confédération Générale des Travailleurs Salvatoriens

(CGTS). L'année suivante l'Etat fonde avec la collaboration de l'ORIT, la Confédération des Syndicats salvatoriens.

En 1963, divers syndicats indépendants et la CGTS forment un comité pour la célébration du 1<sup>er</sup> mai, par la suite ce comité prendra le nom de Comité Unitaire Syndical National et les organisations participantes décident de manifester ensemble dans tout le pays le premier mai et de lutter pour reformer le code du travail.

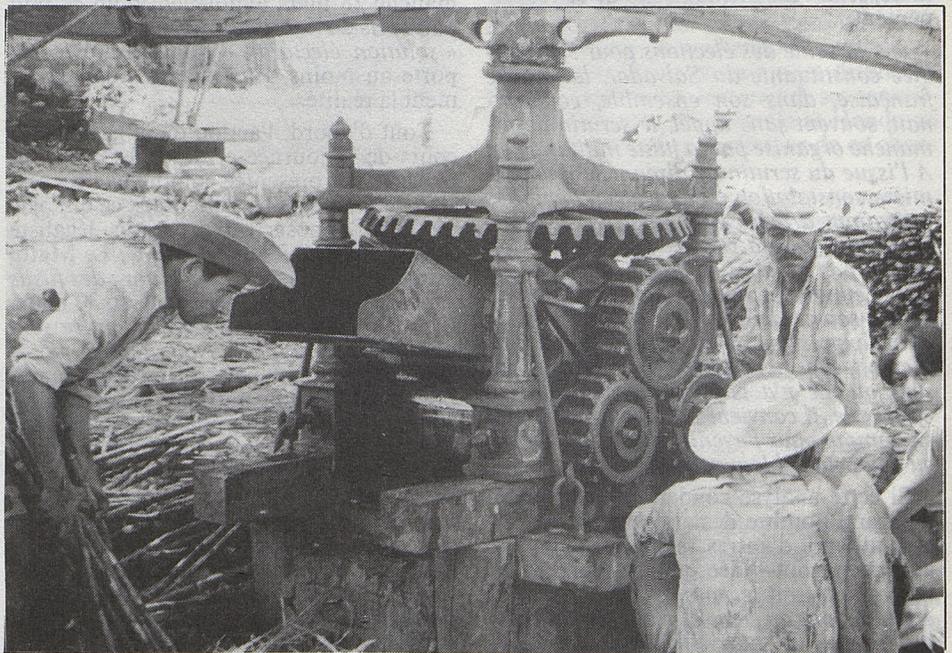
Du début des années 70 apparaît la Fédération Nationale des Syndicats de Travailleurs Salvatoriens (FENESTRAS) qui rassemble aujourd'hui plusieurs syndicats d'importance stratégique dans la vie économique du pays. L'affrontement des bourgeoisies salvadorienne et hondurienne en 1969 a fait perdre à la bourgeoisie salvadorienne son principal acheteur de produits manufacturiers en même temps que principal fournisseur de céréales de base et a obligé l'oligarchie à rechercher des marchés internationaux, des branches de produits agro-alimentaires, dérivés du pétrole et de métaux non-ferreux passent sous contrôle quasi-total du capital nord-

américain. L'autre visage de ce processus est le développement constant des secteurs de petite et moyenne industrie.

Les entreprises monopolistiques intensifient l'exploitation des travailleurs salvatoriens à travers les petits ateliers de sous-traitance alors que parallèlement s'élève le coût de la vie.

Le contrôle sur le mouvement ouvrier entre dans une phase d'épuisement, dont la conséquence immédiate est la répression et à ce moment apparaissent les organisations syndicales qui impriment un nouveau tournant au mouvement syndical, parmi elles « La Fédération des Syndicats de l'Industrie d'alimentation, du vêtement, du textile, similaires et connexes du Salvador (FESTIAVCS) et la Fédération Chrétienne des paysans salvatoriens ».

Avec l'incorporation de milliers d'ouvriers au syndicalisme révolutionnaire salvadorien, se transforme le rapport de forces sur ce terrain. Les centrales syndicales qui obéissent aux intérêts du gouvernement sont peu à peu abandonnées par les masses. □



# ANDES, ses luttes et ses conquêtes

*Jusqu'à 1964 les professeurs des écoles et des lycées étaient soumis à l'inactivité politique, sauf pendant les campagnes électorales dans lesquelles certains d'entre eux étaient appelés à soutenir le candidat du parti officiel. Cette pratique politique précaire servait aux gouvernements à les maintenir sous leur domination idéologique. L'apatie, la méfiance et la docilité envers le pouvoir caractérisaient l'attitude des professeurs salvadoriens pendant le reste du temps.*

Cependant en 1964 le gouvernement de Rivera annonçait une nouvelle loi de réforme du Système National des Retraites, qui prévoyait une sensible réduction des services de la Sécurité Sociale et l'augmentation du temps de travail donnant droit à la retraite. Cette annonce déclencha une mobilisation des professeurs des écoles qui se réunissaient en assemblées pour discuter la loi. En décembre, une assemblée nationale avait lieu, et les professeurs y décident de fonder l'Association Nationale des Educateurs Salvadorien (ANDES).

Le 21 juin 1965 la presque totalité des enseignants du pays défilent dans les rues de San Salvador et se dirigent vers le Palais Présidentiel pour exiger la non application de cette nouvelle loi de retraites. Les manifestants obtiennent la promesse du président de la république de n'être pas inclus dans la loi. C'était la première grande manifestation et la première grande victoire des professeurs. L'Association se nommera à partir de cette date, ANDES « 21 JUIN ».

## Une nouvelle étape

Les enseignants salvadoriens rentrent dans une nouvelle étape, ils prennent conscience de leur force, mais aussi de leurs conditions de vie et de travail. L'instabilité de l'emploi, les bas salaires et la docilité envers le pouvoir sont désormais mises en question et constituent un sujet de discussion dans les réunions de professeurs.

Le 21 juin 1967 à nouveau les professeurs descendent dans la rue. Il s'agit cette fois de fêter une nouvelle victoire, le gouvernement avait été contraint d'octroyer un statut légal à l'Association. ANDES pouvait se constituer en partie civile pour entamer des procès, malgré certaines restrictions, entreprendre la défense des professeurs. Il faut dire qu'au Salvador le régime déniait aux professeurs le droit de se syndicaliser. ANDES devenait de fait un syndicat.

Le lendemain, après la manifestation, ANDES présentait au gouvernement un cahier de revendications sous forme de deux avant-projets de loi : l'Avant-Projet de loi sur les Retraites et l'Avant-Projet de

loi de la profession de maître (avec l'objectif de garantir la stabilité de l'emploi).

Le gouvernement a mis au fond du tiroir ce cahier revendicatif. En septembre, ANDES mobilise ses membres et organise une série d'arrêts de travail afin d'obtenir une réponse du gouvernement.

ANDES se montrait forte et unie, capable de suspendre dans sa quasi-totalité l'activité dans les écoles de l'Etat. Le gouvernement opta pour fermer les établissements scolaires un mois avant la clôture annuelle. Le Ministère de l'Education procède à envoyer les dirigeants d'ANDES aux endroits les plus éloignés du pays et menace de licencier les professeurs les plus actifs dans la lutte.

Au Salvador, le mois de février est celui de la réouverture des écoles. L'Association des professeurs dès le début de l'année scolaire 1968 se mobilise et entreprend une grève générale pour l'obtention des droits revendiqués dans les deux avant-projets de loi. Les professeurs manifestaient dans tout le pays. Le gouvernement faisait la sourde oreille. Face à l'intransigeance gouvernementale et afin de donner un plus grand retentissement à sa lutte, ANDES décide l'occupation du Ministère de l'Education. Cette occupation dura 50 jours. Cette sorte d'actions était nouvelle au Salvador, elle a eu une grande répercussion dans tout le pays. Les occupants du Ministère recevaient de tout le pays des maintes preuves de soutien et de sympathie.

Le gouvernement à nouveau opta pour la répression. Les professeurs Saul Santiago Bustamante et Oscar Gilberto Martinez furent assassinés et de centaines de personnes furent blessées et emprisonnées. L'étudiant du secondaire Balmore Saca tomba mort lui aussi dans une manifestation organisée par les lycéens en soutien de leurs instituteurs.

Un an après, les professeurs récoltaient quelques fruits de cette tenace lutte : la loi de la Profession de Maître fut votée, des améliorations dans les services de la Sécurité Sociale et le retrait définitif du projet de loi gouvernemental concernant les retraites furent accordés.

## La plus longue grève

ANDES « 21 JUIN » entreprend en 1971 toute une série d'activités qui vont aboutir à une des plus longues grèves du mouvement revendicatif du Salvador. Pendant 55 jours les enseignants salvadoriens exigeaient des réformes à la loi d'Avancement et d'Ancienneté (qui était en vigueur depuis 1941) et l'augmentation des salaires inchangée depuis 1950.

Cette grève se développe dans un cadre politique différent à celui de 1968, car ORDEN (groupe paramilitaire) avait fait déjà son apparition sur la scène politique salvadorienne. Le mouvement de grève fut déclenché parce que le gouvernement comme toujours restait sourd aux revendications et sa seule réponse était toujours la même : des paroles démagogiques et la répression dans les faits.

Pendant toute la durée de la grève les professeurs ont reçu le soutien actif de la population qui était convaincue de la justesse de leur cause. ANDES avait démontré que l'Etat pouvait payer et que les autres revendications étaient tout à fait acceptables et techniquement viables. Le peuple de San Salvador manifestait sa solidarité envers ANDES dans une manifestation de 150 000 personnes.

La répression gouvernementale a fait cette fois encore deux nouvelles victimes José Buenaventura Arias et Francisco H. Urbina. Des centaines de citoyens furent blessés et emprisonnés. La grève terminait par l'engagement du gouvernement de ne pas prendre de représailles contre l'Association, de payer les jours chômés et de revoir pour l'année prochaine l'échelle des salaires.

La plus longue lutte des professeurs salvadoriens est celle qui débuta en 1975 jusqu'à nos jours. Depuis cette date ANDES avec d'autres organisations de masse fait face à la dictature. Les membres de ANDES « 21 JUIN » sont engagés dans la lutte à côté des autres secteurs du peuple salvadorien pour la conquête de la démocratie et la liberté. □

# Front Mondial de Solidarité

*La décision de créer un Front Mondial de Solidarité avec le peuple d'El Salvador fut prise à Mexico à la fin du mois de mars, lors du Forum de Solidarité avec le peuple d'El Salvador. Bill Zimmerman citoyen des Etats-Unis qui avait déjà participé activement à la lutte contre l'intervention U.S. au Vietnam, a été élu premier président du Front Mondial. Zimmerman est venu à Paris au début juin, au même moment que Ronald Reagan participait au sommet des « sept grands » au château de Versailles. Dans une interview accordée le 7 juin à la représentante à Paris de Radio Venceremos, Bill Zimmerman explique en quoi consiste son nouveau mandat.*

## Quelles organisations participent au Front Mondial de Solidarité avec le peuple du Salvador ?

A l'heure actuelle, il y a 82 organisations, venant de 27 pays, qui font partie du Front Mondial. Parmi ces 82 organisations, beaucoup sont elles-mêmes composées de plusieurs groupes différents.

Au Mexique, par exemple, le Comité mexicain pour la solidarité avec le peuple d'El Salvador compte plus de 100 groupes en son sein. Aux Etats-Unis, plus de 300 groupes régionaux et locaux sont associés au CISPE (Committee in Solidarity with the People of El Salvador). Ainsi, bien que le Front Mondial soit nouveau – il fut créé à la fin mars 82 – il recouvre déjà beaucoup d'organisations au niveau mondial. Mais pour nous ce n'est qu'un début. Dans les mois qui suivent beaucoup d'autres pays seront représentés au Front et beaucoup d'autres organisations y adhéreront. Le caractère de ces organisations varie de pays en pays. Dans certains pays il y a des représentants officiels de partis gouvernementaux. Dans la plupart des pays il s'agit de représentants de partis, de syndicats, d'organisations religieuses et humanitaires, et d'organisations de masse qui désirent exprimer leur solidarité avec le peuple d'El Salvador.

Notre préoccupation principal, c'est de stopper l'intervention des Etats-Unis au Salvador, et c'est pour cela que nous tenons à exprimer la volonté du plus grand nombre possible de personnes dans le monde.

## Que pense l'opinion publique aux Etats-Unis de la situation au Salvador ?

Il est important tout d'abord de signaler que la majorité des gens aux Etats-Unis s'opposent à la politique de Reagan au Salvador. Un sondage récent effectué par l'organisation Gallup (le principal institut de sondages aux Etats-Unis) a révélé que plus de 89 % du peuple aux Etats-Unis est contre l'emploi de troupes U.S. au Salvador. Ceci rend difficile sinon impossible une telle politique pour un président qui veut que lui et son parti soient reconduits aux prochaines élections. En outre, 54 % pensent que les Etats-Unis ne doivent s'engager d'aucune manière au Salvador – pas de conseillers, pas d'aide militaire, etc. Donc, cette position, plus tranchée encore, est celle de la majorité des gens aux Etats-Unis. Il est intéressant de noter aussi que d'après ce même sondage Gallup, 74 % des gens pensent que la situation actuelle pourrait évoluer vers une situation parallèle à

celle du Vietnam. Ceci est l'argument principal que nous utilisons aux Etats-Unis contre l'intervention au Salvador : c'est-à-dire que si notre gouvernement continue d'intervenir, la situation se transformera lentement mais sûrement en un nouveau Vietnam.

Mais l'expression de l'opinion publique ne passe pas uniquement par les sondages. Il y a plus de 100 membres du Congrès qui votent régulièrement contre l'aide militaire au Salvador. Les plus grands journaux écrits et télévisés prêtent une attention accrue aux zones contrôlées par le FMLN. Des journaux – le New York Times surtout, mais d'autres aussi – ont parlé de la vie dans ces zones, et ceci aide le peuple des Etats-Unis à comprendre que le FMLN-FDR ne sont pas des terroristes ou des subversifs mais tout simplement des gens qui veulent construire une vie nouvelle, libre d'oppression.

## Quelles sont les principales contradictions internes du gouvernement des Etats-Unis en ce qui concerne la politique U.S. au Salvador ?

La contradiction la plus importante est celle qui existe entre la présidence et le Congrès. Or, celui-ci est sérieusement divisé sur la question du Salvador et on peut s'appuyer sur ces clivages au sein du Congrès pour combattre les hauts niveaux d'aide demandés par le président. D'abord, tous les individus que le président Reagan a chargés de la politique étrangère – et avant tout le secrétaire d'Etat Haig et son assistant Thomas Enders – sont considérés par beaucoup de membres démocratiques au Congrès comme des personnes qui ont commis de graves erreurs au Vietnam et à qui on ne peut faire confiance en Amérique Centrale. Beaucoup de membres du Parti Démocrate au Congrès s'opposent à l'aide militaire, mais pour des raisons différentes. Un petit nombre de ceux-ci sympathisent en fait avec les objectifs du FDR-FMLN.

Beaucoup d'autres voudraient voir l'émergence d'une solution démocrate-chrétienne qui comporterait une dose minime de réforme agraire, juste assez pour prévenir une révolution et ainsi maintenir la domination des Etats-Unis sur El Salvador. Les élections de la fin du mois de mars, qui ont porté Roberto d'Aubuisson au pouvoir et créé un régime de type fasciste, favorisent, en fait, les forces de solidarité, car beaucoup de membres du Congrès sont opposés à d'Aubuisson et à sa suppression de la réforme agraire. Ils considèrent que si

les Etats-Unis se trouvent dans une situation où il faut défendre le fascisme au Salvador, il vaudrait mieux se retirer carrément de la guerre.

En fait, nous pensons que le Congrès est point faible de la stratégie de l'impérialisme U.S. en Amérique centrale et dans le monde, et c'est pour cela que nous, aux Etats-Unis, un peu comme dans une guerre de grévilles, nous cherchons à diriger toutes nos forces contre ce maillon faible.

A l'heure actuelle, à peu près 1/3 des membres du Congrès votent pour l'aide militaire, 1/3 votent contre, et c'est le tiers du milieu qui décide. Nous concentrons nos efforts sur ce tiers du milieu pour l'amener à voter régulièrement contre l'aide militaire.

## Quels sont les perspectives et les programmes du Front Mondial ?

Nous avons trois objectifs à long terme. Le premier consiste à coordonner à l'échelle mondiale l'opposition politique à l'intervention et nous comptons le faire de plusieurs façons. Nous aurons des mouvements de protestation coordonnés, des campagnes coordonnées de lettres ouvertes et de pétitions dans tous les pays que nous pourrions toucher durant l'été. A l'automne, à la mi-octobre, il y aura une journée internationale de protestation contre l'intervention U.S. au Salvador. Il y aura des manifestations devant les ambassades U.S. partout dans le monde, le même jour ; le lendemain, il y aura une manifestation aux Etats-Unis. Plus tard, il y aura d'autres initiatives coordonnées de solidarité avec le FMLN-FDR.

Le deuxième but du Front Mondial est de fournir une aide matérielle au peuple du Salvador et de coordonner des efforts en cours dans plusieurs pays pour offrir des médicaments, des produits alimentaires, des vêtements et de l'argent aux forces du FDR-FMLN. Nous considérons ceci comme un aspect très important de notre travail. La situation dans les zones de contrôle est très difficile, les gens sont très pauvres, ils manquent de ressources et nous comprenons les immenses besoins des combattants et de la population civile. Nous qui faisons partie du Front Mondial ferons de notre mieux pour persuader des syndicats, des partis politiques et des organisations de masse de fournir une aide financière et matérielle aux zones contrôlées par le FDR-FMLN.

Le troisième objectif du Front Mondial est de contribuer à la création d'une opinion publique favorable à la lutte du peuple salvadorien dans le monde entier. Nous ferons cela en travaillant avec la presse, en publiant des informations sur la situation au Salvador, en publiant des brochures et des bulletins, en appelant à des conférences de presse, et en sollicitant l'engagement de personnalités susceptibles d'attirer la presse vers le Front Mondial.

Nous pensons que le travail en direction de la presse est très important pour changer l'opinion mondiale ; celle-ci sera très importante pour changer l'opinion aux Etats-Unis et à terme l'opinion du Congrès.

Voilà donc les trois buts du Front Mondial ; nous travaillerons très dur pour les réaliser dans les mois et les années qui suivent. Nous renforçons notre organisation surtout en Europe et en Amérique Latine et j'espère que d'ici un an le nombre de participants aura doublé. □

# L'Université au Salvador

*L'Université Nationale du Salvador a été fondée en 1841. Son premier recteur fut Eugenio Aguilar qui avait participé au mouvement d'indépendance en 1821. Depuis sa fondation elle a été dominée par les libéraux.*

*Voici une interview du Dr Rafael Menjivar, ancien recteur de l'Université.*

**- Comment caractérisez-vous l'Université au Salvador ?**

Tout d'abord pour caractériser l'Université il est nécessaire de dire que jusqu'en 1963, sa structure était de type traditionnel, avec une conception positiviste

et libérale, néanmoins sa participation aux luttes populaires a été très large. Dans la période de 1963 à 1967, se dessine et prend forme un projet tendant à moderniser la structure académique, à jeter les bases pour étendre l'activité universitaire et diversifier les études. Dans ce projet convergent toutes les forces à l'intérieur de l'Université. Cependant vers 1969-70, ces mêmes forces qui s'étaient mises d'accord sur la modernisation de l'Université, présentent des projets différents ; cela a donné comme résultat des affrontements.

A cette époque nous sommes rentrés dans une période très agitée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Université. Il s'agissait de provoquer une ouverture de l'Université vers l'extérieur, de faire de telle sorte qu'elle devienne partie prenante des problèmes des classes populaires, d'amener, de conduire les étudiants dans leurs stages pratiques à la campagne, aux usines... A ce moment on a commencé à travailler dans les zones marginales dans leur ensemble, on travaillait avec certains secteurs de l'église. Ces mêmes secteurs, quelque temps après, rejoignaient les mouvements de masse qui sont apparus en 1975.

Bref, la question fondamentale était justement les rapports avec le peuple. Cela a permis, même aujourd'hui quand l'Université est occupée militairement, qu'elle rejoigne en tant qu'institution, et pas seulement les universitaires de façon individuelle, le projet démocratique révolutionnaire. Ceci s'exprime dans le fait que l'Université est membre du FDR.

**Et quel est le rôle de l'Université dans la culture ?**

Il est nécessaire de faire ressortir dans notre processus, la détermination de récupérer la culture nationale, qui nous a été parfois complètement aliénée. Cette récupération il n'est possible de l'atteindre, que si auparavant on a créée une nouvelle qualité des hommes dans ce même processus révolutionnaire. Nous considérons qu'incombe à l'Université un rôle déterminant dans l'accomplissement de cette tâche. Car même dans le cadre de nouveaux rapports de production peuvent surgir des problèmes impossibles à cerner. C'est-à-dire que ce n'est pas seulement le changement des structures économiques qui va déterminer la future société, mais le changement et le retour à notre propre culture et à nos valeurs qui créeront une

nouvelle formation sociale, « l'homme nouveau » dont parlait Che Guevara. Cet homme nouveau doit être formé à partir de l'éducation.

**Dans vos projets avez-vous rencontré des obstacles, des opposants ?**

Nous avons trouvé des opposants dans les couches moyennes liées aux classes dominantes, elles sont représentées dans le corps enseignant. Ces gens voulaient garder leurs privilèges, défendaient leurs intérêts. Par exemple, nous voulions augmenter le nombre d'étudiants en médecine mais on nous a mis des obstacles. Au Salvador il y a des régions où 80 000 habitants n'ont qu'un médecin ; la plupart des médecins sont concentrés dans la capitale. Nous avons rencontré une opposition dans d'autres secteurs, par exemple, il y avait ceux qui ne voulaient que nous préparions des techniciens agricoles, bien que le Salvador soit un pays essentiellement agricole. Mais d'où nous avons rencontré la plus grande opposition a été le secteur des sciences sociales, car on considère que ces sciences ne servent qu'à créer des subversifs. Nous voulions ouvrir une faculté d'Histoire. Le Salvador n'avait pas sa faculté d'Histoire ! C'était impossible, car cela signifiait changer le cadre d'une histoire officielle qu'on nous avait inculqué.

**Quels ont été pour vous les points culminants dans votre gestion ?**

Pour nous un des moments très importants a été l'année 1971, quand a commencé réellement le chemin que je signalais tout à l'heure. Mais peut-être plus significative encore, quoique douloureuse, a été l'intervention militaire en juillet 1972. Très significative, parce que cette intervention à l'Université a signifié pour la population entière, une preuve que pour démocratiser le pays, il n'existait pas d'autres issues que la lutte armée. Un autre moment fondamental a été le fait d'avoir à nouveau conquis la rue. C'est-à-dire qu'après la fermeture de l'Université, ont commencées à surgir les organisations de base dans lesquelles l'Université fut présente. En 1975 les habitants des bidonvilles, les paysans, les professeurs, les étudiants, les lycéens, etc., se sont unis autour de l'Université pour commémorer son occupation. Un autre moment important est celui d'aujourd'hui, quand les universitaires sont engagés dans la lutte révolutionnaire. □



## Les prisonniers politiques : d'autres formes de résistance

*Francisco Quezada, journaliste salvadorien, fut capturé en octobre 1980 par la cinquième brigade de l'armée de San Vicente, alors qu'il accompagnait des guérilleros du FMLN pour la réalisation d'un film documentaire. Deux semaines plus tard, après avoir subi des interrogatoires et des tortures de la part de la Police Rurale, il fut transféré au pénitencier de Santa Tecla, où il resta jusqu'au 20 juillet 1980. Les pressions de la presse et du syndicat des journalistes ont permis sa libération, mais les persécutions ne s'arrêtèrent pas là. Son père et un frère furent assassinés, un autre aujourd'hui encore est porté disparu, sa femme fut détenue pendant un mois, et les membres survivants de sa famille et lui-même durent finalement quitter le pays. Son récit nous permet de mieux connaître l'organisation et les luttes des prisonniers politiques.*

Au pénitencier de Santa Tecla, le travail d'organisation interne des prisonniers politiques permet le développement de luttes revendicatives en intégrant les prisonniers de droit commun. En novembre 1980, ils étaient 175 au total, dont 35 prisonniers politiques.

Une grève de la faim, accompagnée d'une liste de pétition avait suscité, quelques mois plus tôt, une certaine mobilisation interne et un soutien extérieur. Les prisonniers politiques ont obtenu de la part du Ministère de la Justice et de la Direction d'Affaires Pénitentiaires l'autorisation de recevoir des visites sans restriction de nombre et sans surveillance.

Un Comité des Prisonniers Politiques existe depuis cette époque. Il s'occupait de la création d'un fond commun, de la discipline interne, de l'organisation d'activités culturelles et sportives, ainsi que de discussions sur l'histoire et la situation nationale. De même, ce comité menait un travail au sein des prisonniers de droit commun pour remédier à une série de problèmes, tels que la consommation de drogue, de vols internes et la corruption.

Fin novembre, suite à des discussions dans des assemblées ouvertes à tous les prisonniers du pénitencier, ceux-ci créent un comité unitaire, le Comité des Prisonniers du Pénitencier de Santa Tecla, dont la direction est constituée de 4 prisonniers de droit commun et de 2 politiques. Le comité adresse une nouvelle liste de pétitions à la Direction d'Affaires Pénitentiaires : arrêt des châtimens répressifs, amélioration de la nourriture (pour celle-ci la direction n'accordait que 0.90 colon (1) par jour et par prisonnier, elle se composait de haricots rouges, maïs, riz et café), réparation des services sanitaires, octroi de produits désinfectants et de nettoyage, baisse du prix des articles vendus au magasin de la prison et remise du courrier aux prisonniers (qui recevaient de nombreuses cartes postales de l'étranger). Ces revendications, bien que faisant partie du règlement des

prisons, n'étaient pas respectées par la direction. Mais celle-ci doit céder aux pressions des prisonniers, et la situation commence à changer, mais la nourriture ne s'améliore pas. Les prisonniers décident de lancer un nouveau mouvement, et n'acceptent plus la nourriture en expliquant les raisons. La population répond à un appel des prisonniers et leur envoie des vivres. Finalement, la direction du pénitencier accepte de faire construire une cuisine, et les prisonniers organisent des équipes qui commencent à faire la cuisine pour tous.

Le soutien de la population aux prisonniers est très important. Plusieurs syndicats répondent à leur nouvel appel en leur envoyant des vivres, jouets et vêtements afin d'organiser une fête le 24 décembre pour tous les prisonniers et leurs familles.

### La mobilisation s'accroît

L'offensive générale lancée par les forces du FMLN en janvier 1981 déclenche une mobilisation très importante dans le pénitencier, et presque 80 % des prisonniers participent à des actions d'agitation politique. Cette mobilisation, jointe à l'élan d'organisation des prisonniers, provoque la réaction du Ministère de la Justice qui décide de prendre des mesures. Le 15 janvier, sans aucun préavis, tous les prisonniers de droit commun sont transférés à la prison de Mariona. Les prisonniers politiques, quant à eux, sont enfermés dans deux cachots, où ils résistent pendant quatre jours aux incursions des vigiles, qui voulaient les expulser par la force. Le 20, le corps répressif de la police nationale organise une opération militaire à Santa Tecla. Sous l'effet de bombes lacrimogènes, les prisonniers commencent à sortir des cachots après une demi-heure d'agitation et de résistance. Ils sont séparés avec violence et enfermés par groupes de 7 à 10 prisonniers pendant une semaine, sans disposer du droit de visite.

Des pressions extérieures très fortes se font sentir – des journalistes visitent quotidiennement le pénitencier – et au bout de 15 jours les prisonniers peuvent sortir des cachots et recevoir à nouveau des visites.

Cependant, le climat répressif s'intensifie. Un nouveau commandant arrive à Santa Tecla, qui a pour tâche de détruire le travail d'organisation des prisonniers et de réappliquer les anciennes mesures du pénitencier. Les prisonniers, refusant de s'y adapter, sont châtiés : suspension des visites et des repas, coups et mauvais traitements, enfermement pendant trois ou quatre jours dans une petite pièce de 2 m<sup>2</sup> – la « chiquita » –, sans eau ni lumière. En réaction, les prisonniers demandent qu'un châtimement soit appliqué à tous ou à personne.

### Les mensonges du régime

Les prisonniers politiques sont pour la plupart d'origine urbaine : étudiants, ouvriers et instituteurs de San Salvador. D'ailleurs, contrairement aux déclarations du régime, tous les prisonniers ne subissent pas le même sort : d'après les statistiques des prisonniers, en juin 1981, les disparus étaient beaucoup plus nombreux que les prisonniers politiques (250/1). A Santa Tecla, 10 % d'entre eux seulement avaient été pris dans les combats. Le sort des paysans est encore plus précaire. En effet, ils ne représentent que 5 % du total à Santa Tecla et on sait combien ils sont nombreux les paysans pris et torturés dans les villages et aux alentours des grandes villes.

Les prisonniers politiques, tenant compte de la nouvelle composition du pénitencier, acquièrent un niveau d'organisation beaucoup plus efficace. L'assemblée générale devient l'instance principale, et les responsables des cachots constituent

(1) 1 colon = 0.40 dollars US.

un groupe de direction et plusieurs équipes de travail : ravitaillement, finances, éducation, cuisine, ménage, discipline, entraînement physique, propagande et loisirs. La vie quotidienne dans le pénitencier est organisée en vue de permettre la participation collective dans toutes les tâches, afin que les prisonniers continuent à se former et que les tensions puissent être réduites.

Les vivres apportées par les familles sont mis dans un fond commun, ainsi que les collaborations financières de chaque prisonnier (de 1 à 10 colonnes par semaine). Les prisonniers créent une coopérative qui fabrique des sacs en plastique, des cendriers et des fleurs en plastique et bambou achetés par les familles et revendus à l'extérieur. Ils font baisser également le prix des articles de première nécessité vendus au magasin (lait, fromage, pain). Le fond commun sert à acheter des articles d'hygiène personnelle, quelques vêtements et chaussures pour couvrir les besoins des prisonniers - dont 80 % sont d'origine très pauvre -, améliorer un peu l'alimentation, etc. Certains prisonniers donnent des cours d'alphabétisation, langues, études sociales, mathématiques et philosophie. Les problèmes internes sont réglés et des sanctions conçues pour éduquer le prisonnier sont appliquées avec son accord. Ils disposent de trois postes de radio et d'un appareil de T.V., qui circulent dans les dortoirs régulièrement. Ils reçoivent également deux journaux, le tout permettant de tenir des archives, un journal mural et de rédiger des résumés hebdomadaires avec les principales informations.

Les soirées politico-culturelles sont or-

ganisées souvent les jours de visite - le jeudi après-midi et le dimanche - pour permettre la participation des familles. Des discussions de formation et d'analyse politique ont lieu le soir dans les dortoirs.

Les vivres apportées par les familles sont mis dans un fond commun, ainsi que les collaborations financières de chaque prisonnier (de 1 à 10 colonnes par semaine). Les prisonniers créent une coopérative qui fabrique des sacs en plastique, des cendriers et des fleurs en plastique et bambou achetés par les familles et revendus à l'extérieur. Ils font baisser également le prix des articles de première nécessité vendus au magasin (lait, fromage, pain). Le fond commun sert à acheter des articles d'hygiène personnelle, quelques vêtements et chaussures pour couvrir les besoins des prisonniers - dont 80 % sont d'origine très pauvre -, améliorer un peu l'alimentation, etc. Certains prisonniers donnent des cours d'alphabétisation, langues, études sociales, mathématiques et philosophie. Les problèmes internes sont réglés et des sanctions conçues pour éduquer le prisonnier sont appliquées avec son accord. Ils disposent de trois postes de radio et d'un appareil de T.V., qui circulent dans les dortoirs régulièrement. Ils reçoivent également deux journaux, le tout permettant de tenir des archives, un journal mural et de rédiger des résumés hebdomadaires avec les principales informations.

Les soirées politico-culturelles sont organisées souvent les jours de visite - le jeudi après-midi et le dimanche - pour permettre la participation des familles. Des discussions de formation et d'analyse politique ont lieu le soir dans les dortoirs.

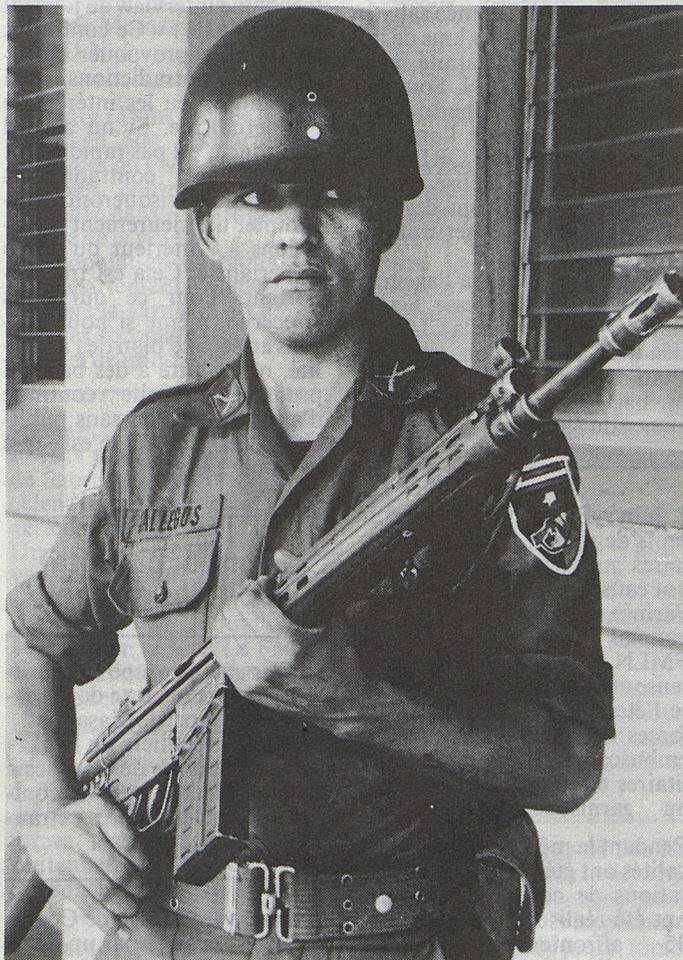
## Malgré la répression

Les agressions des militaires contre les prisonniers sont constantes. L'école de la Police Nationale se trouve à côté du pénitencier, et une série d'affrontements ont lieu entre les prisonniers et les policiers, en raison des provocations armées de ces derniers. Les prisonniers doivent subir aussi des incursions de l'armée et des pressions diverses.

Le Ministère de la Justice, et plus spécifiquement la Direction des Affaires Pénitentiaires ont toujours essayé de détruire l'organisation des prisonniers, et lorsque à Santa Tecla il n'y a plus de place pour accueillir des nouveaux prisonniers ceux-ci sont emmenés au pénitencier de Mariona et à la prison des femmes. En novembre 1981 Santa Tecla est vidée et tous les prisonniers transférés à Mariona. Aujourd'hui il y a environ 500 prisonniers politiques au total, dont 60 à 80 femmes.

## Le cinquième front de guerre

Malgré la répression, les prisonniers politiques sont prêts à reproduire partout les mêmes formes d'organisation. En dépit des menaces, des agressions, de l'incertitude de leur libération, des persécutions qui s'étendent à leurs familles, ils pensent que le séjour en prison peut être une école de formation, une expérience qui leur permet de continuer un travail constant, répondant à leur conception d'une nouvelle forme de vie. Ils considèrent la prison, de même que les organisations populaires et politico-militaires, comme le 5<sup>e</sup> front de guerre. □



## « Nous combattons avant, pendant et après les élections »



### « Nous combattons avant, pendant, et après les élections »

Les unités régulières du FMLN, les colonnes de guérilleros et les milices populaires soutenues par la population ont développé une intense activité militaire avant, pendant et après la farce électorale du 28 mars.

Cette offensive militaire continue du FMLN est mise en évidence dans un bilan du centre de documentation de la radio Farabundo Marti qui décompte pour la seule période du 15 mars au 5 avril, 406 actions militaires (de toute sorte), la mise hors de combat d'au moins 638 militaires, et la paralysie d'environ 60 % de l'activité du pays dont l'occupation pendant 6 jours consécutifs d'Usulután, la quatrième ville du pays.



**29 mars :** L'occupation d'Usulután, quatrième ville du pays, se poursuit ; de très violents combats se déroulent dans le centre de la ville. La garnison de la Garde Nationale est prise d'assaut par les insurgés qui récupèrent un grand nombre d'armes de guerre. Depuis le 26 mars la route du Littoral qui permet l'accès à Usulután reste sous contrôle du FMLN sans que l'armée ne réussisse à la dégager. Trois cents habitants d'Usulután se joignent aux insurgés quand l'état major donne l'ordre du retrait après 6 jours d'occupation.

**4 avril :** Les insurgés occupent le village de Jiquilisco dans le département d'Usulután.

**27 mai :** La Coordination hondurienne de solidarité avec le peuple d'El Salvador a dénoncé la répression constante que subissent les 6 mille réfugiés salvadoriens au camp de Colomcagua. L'armée salvadorienne et l'escadron de la mort en coordination avec l'armée hondurienne terrorisent les réfugiés afin de les contraindre à abandonner la frontière pour les situer dans des camps à l'intérieur d'Honduras. Reinaldo Erazo, son président, a déclaré au cours d'une conférence de presse que ces opérations ont pour but d'encercler la guérilla du FMLN autour des départements salvadoriens de Chalatenango, Cabanas et Morazan. La correspondance en France de Radio Venceremos - voix officielle du FMLN - dénonce l'interférence réalisée par le

destroyer nord-américain « Caron », situé dans le golfe de Fonseca, sur Radio Venceremos. La radio fut interférée pour la première fois le 26 mars par le bateau nord-américain équipé d'un sophistiqué système de communications.

D'après la Radio Farabundo Marti, un important centre d'espionnage de l'armée salvadorienne - situé à 17 kms de la capitale - fut dynamité par une unité du FMLN. Sous la direction de José Alberto Medrano, fondateur de l'organisation paramilitaire ORDEN, ce centre était utilisé pour brouiller les émissions des radios clandestines et servant de centre de torture.

Dans une interview à l'agence salvadorienne de Presse, Scott Barnes - ex-agent de la CIA - a dénoncé l'utilisation par les Etats-Unis d'armes chimiques et bactériologiques dans la guerre du Salvador.

**7 juin :** Bilan militaire : Au mois de mai, les actions militaires menées par le FMLN ont causé en total 241 pertes à l'armée salvadorienne. Un document diffusé le 7 juin par le FMLN rend compte d'une intense activité militaire sur toute l'étendue du territoire : les forces insurgées ont tendu 35 embuscades à des camions militaires et attaqué 18 casernes ou garnisons importantes.

Pendant la même période 7 localités ont été prises et 76 opérations de contrôle de route ont été réalisées. Au cours de 35 affrontements menés contre l'armée gouvernemen-

tales, le FMLN a récupéré un important arsenal de guerre et de camions blindés.

**20 juin :** A propos du conflit des Malouines qui a détourné l'attention de l'opinion internationale de la lutte que livre le peuple salvadorien, le commandant Marcial a déclaré lors d'une interview au journal Afrique-Asie : « Ce conflit est en train de provoquer de sérieuses contradictions qui mettent en jeu les intérêts de l'impérialisme. Si un accord politique n'est pas rapidement trouvé, ces contradictions éclateront et risqueront d'envenimer ultérieurement les relations à l'intérieur du camp impérialiste. Cela est très important. Pour ce qui nous concerne, même si nous passons au second plan de l'actualité, notre lutte a des bases si profondes qu'elle continue d'avancer avec ou sans publicité. Ce silence n'est que conjoncturel. »

### Front occidental « Feliciano Ama »

**19 mars :** Un groupe de guérilleros assiège le poste de l'escadron de la mort de Masahuat. Une unité régulière du FMLN occupe le village de Guarnesia après avoir mis hors de combat 15 para-militaires retranchés dans leur caserne.

**20 mars :** Le village de Coatepeque est occupé par un détachement de guérilleros.

### Front Oriental Francisco Sanchez

**19 mars :** Une unité régulière du FMLN prend d'assaut la garnison de Villa El Triunfo causant 15 pertes à l'armée. Le FMLN annonce la mort de 2 combattants.

**24 mars :** La Colline du Tigre qui permet le contrôle de la route qui mène à San-Francisco Gotera, capitale du département de Morazan, est reprise par le FMLN. L'armée régulière perd 12 hommes dont l'officier et 7 soldats sont fait prisonniers. Une mitrailleuse, des fusils d'assaut et un canon 90 mm sont récupérés par le FMLN.

**25 mars :** Le village de Yoloaquin, à quelques kms de San-Francisco Gotera tombe aux mains des insurgés.

**26 mars :** Des unités régulières du FMLN prennent positions dans les quartiers Nord et Sud d'Usulután, la population encadrée par les milices populaires construit des barricades. La Caserne de Puerto Parada est prise par le FMLN après des violents combats. Les quartiers Nord de la ville sont totalement contrôlés. Les villages de Oscala et Meanguera dans le département de Morazan sont pris par le FMLN.

**27 mars :** Dans la ville d'Usulután en état d'insurrection, les forces du FMLN livrent des combats contre l'armée retranchée dans les garnisons du centre de la ville. La population de Santa-Ana du département d'Usulután se soulève la garnison est assiégé par des commandos de guérilleros et de miliciens.

**28 mars :** Des combattants du FMLN pénètrent dans la ville de San-Francisco Gotera harcèlent les militaires de la base aérienne de Chicanga. Une unité de parachutistes envoyée en renfort pour desserrer l'étau sur Usulután est attaquée par le FMLN qui l'oblige à revenir en arrière. Le FMLN maintient des solides positions dans le centre de la ville.

**24 mars :** Plusieurs quartiers de Santa-Ana, deuxième ville du pays, sont assiégés par des forces régulières du FMLN soutenues par la population qui construit des barricades.

**28 mars :** Après avoir contrôlé la route qui relie Santa-Ana à

Metapan des combattants du FMLN attaquent les positions de l'armée régulière près de la gare de Metapan, tuant trois militaires.

### Front central Modesto Ramirez

**17 mars :** Les forces régulières du FMLN passent à la contre-attaque et rompent l'encerclement par l'armée gouvernementale des zones contrôlées dans le département de Chalatenango; un hélicoptère est détruit et deux autres endommagés.

**22 mars :** Les insurgés détruisent 17 bus dans la capitale et attaquent un poste militaire dans le quartier d'El Palmar au sud-est de San-Salvador.

**24 mars :** Des détachements de guérilleros pénètrent dans San-Salvador et s'affrontent à l'armée dans les quartiers périphériques: Illopango, San-Jacinto et Santa-Lucia.

**26 mars :** Dans les quartiers Santa Anita Candelaria, Malaga et Providence de la capitale des meetings contre les élections sont organisés par les milices.

**28 mars :** De très violents combats opposent dans le quartier de Cuscatancingo combattants du FMLN et militaires de la junte, 3 tanks sont détruits et 40 soldats mis hors de combat.

La ville d'Apopa tombe aux mains des insurgés, (à 17 kms de San-Salvador) de nombreuses armes sont récupérées à la junte et deux tanks sont détruits. La guérilla attaque et contrôle simultanément plusieurs quartiers de la capitale dont plan del Pino Zacamil, l'avenue Roosevelt et Cuscatancingo.

Des unités régulières du FMLN pénètrent dans la ville de Chalatenango et livrent de violents combats.

**29 mars :** Les combats se poursuivent dans plusieurs quartiers périphériques de San Salvador (Zacamil, Cuscatancingo, Ayutuxtepeque, México).

Un des bastions de l'armée gouvernementale à San Salvador (la caserne de San-Carlos) est attaqué par des unités du FMLN.

**3 avril :** La caserne de San Isidro Labrador, dans le département de Chalatenango, considérée comme d'importance stratégique par la junte, tombe aux mains du FMLN après de

violents combats qui font 35 morts dans les rangs de l'armée et 7 prisonniers; le FMLN reconnaît la perte de 5 combattants. Un arsenal considérable est récupéré par les rebelles :

22 fusils d'assaut américains M 16, 2 mitrailleuses lourdes, 1 mortier de 81 mm ainsi qu'un canon de 90 mm, sans compter des milliers de munitions.





### Front Para-central « Anastasio Aquino »

Entre le 15 et le 19 mars, des milices populaires multiplient les actions de propagande armée dénonçant la farce électorale. La route qui relie San Vicente à Zacatecoluca est totalement contrôlée par la guérilla et les milices. Lors de plusieurs incursions dans les villes de Zacatecoluca et San-Vicente des meetings sont organisés.

**16 mars :** Un quartier de San-Vicente est occupé par un commando de guérilleros.

**20 mars :** Des unités régulières du FMLN pénètrent dans Zacatecoluca et harcèlent les positions de l'armée, 3 soldats sont tués. La Radio Lorenzana, dans le centre de la ville, est occupée par un commando qui diffuse des messages contre les élections.

**24 mars :** Un convoi de l'armée régulière tombe dans une embuscade sur la Route Pana-

méricaine : 14 soldats sont mis hors du combat.

**28 mars :** Des unités régulières du FMLN harcèlent l'armée dans plusieurs quartiers de Zacatecoluca, San-Vicente et Cinquera. La route qui relie Zacatecoluca à San-Vicente est une nouvelle fois contrôlée par la guérilla qui compte avec l'appui des milices populaires et de la population. Un hélicoptère qui assure la protection d'un convoi militaire est endommagé.

**3 avril :** A la suite de violents combats, une unité régulière du FMLN reprend le contrôle de La Paz Opico, position stratégique qui permet, depuis les pentes du volcan Chinchontepic, le contrôle de la route San-Vicente-Zacatecoluca. Une mitrailleuse M 60 et de nombreux fusils d'assaut sont récupérés par le FMLN.

**Opération militaire contre Chalatenango :** Le FMLN a révéilé que lors de la récente offensive contre-insurrectionnelle dans le département de Chalatenango, les brigades entraî-

nées aux Etats-Unis ne purent pas appliquer les nouvelles tactiques et furent durement frappées par la guérilla. Le commandant Carlos du FMLN a dit que seulement dans les premiers jours les guérilleros causèrent 31 pertes aux troupes d'élite. Un porte-parole autorisé du gouvernement de Magana a confirmé que 4 mille soldats avaient participé dans cette opération, qui toucha les localités de Arcatao, Nueva Trinidad, San-José Las Flores, San-Isidro Labrador, Ojos de Agua, El Carrisal et San Antonio los Ranchos. Par ailleurs, le FMLN a accusé l'armée du Honduras d'avoir participé à l'opératif militaire et a précisé qu'une colonne hondurienne avait pénétré en territoire salvadorien le 29 mai par Gualsinga et Patanera, au nord de Chalatenango.

**Prise de Perquin :** Des porte-paroles militaires ont admis que la guérilla maintient en leur pouvoir la ville stratégique de Perquin, occupée le 5 juin et que les efforts de l'armée pour déloger les rebelles ont été infructueux. La prise

de Perquin, informe Radio Venceremos, fait partie de la campagne militaire « Commandant Gonzalo, héros d'Usulután » lancée le 3 juin par le FMLN. Le premier bilan militaire signale 176 pertes de l'armée et 31 prisonniers. Le FMLN a capturé le lieutenant Rafael Romero de la Brigade Ramon Belloso et a récupéré 110 armes, ainsi que 25 000 munitions.

Des porte-paroles militaires ont indiqué que des commandos rebelles ont également attaqué la ville de San Vicente, 50 km à l'est de San Salvador □

**Déclaration du président du FDR :** Guillermo Ungo a déclaré le 3 juin dans un entretien au journal espagnol «El País» que «caractériser la situation au Salvador exige de faire une série de précisions». Il a ajouté : «... Mon pays sort d'élections de la droite et pour la droite, sans aucune liberté et dans un contexte répressif où sont poursuivies et assassinées les forces démocratiques et révolutionnaires. Dans ce cadre le résultat est conforme à l'attente. La guerre se poursuit. Le gouvernement n'a aucune volonté de paix ni de dialogue ; il repousse nos initiatives de paix et celles de la communauté internationale».

Par ailleurs, M. Ungo affirme que «les forces de droite ont repris le contrôle de la vie économique et politique de notre pays et l'oligarchie politico-militaire a été restaurée. Elle partage l'hégémonie avec le Parti de Conciliation Nationale qui avait été chassé après 18 ans de pouvoir, comme exemple d'anti-démocratie. En outre, le fascisme de Roberto d'Aubuisson et de son parti Arena a été légalisé». Pour Ungo, «ces groupes veulent la paix au travers de la guerre, la restauration de l'ordre ancien et la trahison du mouvement de l'armée, qui en 1979 s'est levé pour renverser le dictateur Romero». «Il faut ajouter que dans cette nouvelle situation, la Démocratie Chrétienne joue un rôle totalement subordonné, subalterne et minoritaire, soumis aux décisions de l'oligarchie et du gouvernement de Washington».



Guatemala

« ... Ils veulent sauver le régime »

*Le coup d'Etat qui a porté au pouvoir le général Efraïn Ríos Montt, au Guatemala, le 23 mars dernier, a été dénoncé par toutes les organisations révolutionnaires, populaires et démocratiques de ce pays comme une tentative de « maquiller » la dictature militaire.*

A cet égard, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG, qui regroupe les 4 organisations politico-militaires EGP, FAR, ORPA et PGT-ND) a rendu public le 4 mai dernier un communiqué, où elle dénonce les nouveaux massacres commis par la junte : en quarante jours de gouvernement, le nombre de victimes s'élève à plus de 3 000, c'est-à-dire une moyenne de 75 par jour !

Ces massacres s'accompagnent de l'application de tactiques nouvelles, telle celle appelée de la « terre brûlée », qui consiste à détruire les récoltes, brûler les maisons, champs et les bois. « Ce faisant, déclare l'URNG, l'armée vise à saper la base de la guérilla : car non seulement elle élimine physiquement ses sympathisants, mais elle détruit également tous les moyens de subsistance que ces derniers fournissent à nos combattants. »

Il est évident, alors, que le coup d'Etat du 23 mars ne signifia aucun changement pour les Guatémaltèques. Cette « continuité » du régime est aussi dénoncée par le Comité Guatémaltèque d'Unité Patriotique (CGUP, au sein duquel sont représentés la grande majorité des secteurs populaires et démocratiques du pays), parce que « l'instauration de la junte militaire issue du coup d'Etat n'est rien d'autre qu'une tentative désespérée de sauver la dictature sans que rien ne change au sein du groupe au pouvoir ».

En effet, déclare le CGUP dans un communiqué publié fin avril, « le coup d'Etat aux dires de ses auteurs, obéissait à un mouvement de "jeunes officiers honnêtes", fatigués de la corruption et du génocide ». Mais la véritable raison est simple : « Ils prétendent créer l'image d'un changement démocratique pour pouvoir sauver le régime de l'isolement interne et du discrédit international. Ils ont besoin d'une aide massive et directe - politique, économique et militaire - de la part de l'administration Reagan, pour accélérer la répression dirigée contre le peuple qui lutte pour sa libération. Ainsi, à peine un mois après le coup, les Etats-Unis prennent des mesures pour lever l'interdiction des ventes d'armes au Guatemala. »

En fait, cette « jeunesse » supposée des auteurs du putsch, n'est qu'un rideau de fumée pour tenter de masquer les véritables causes : « donner continuité et efficacité à la stratégie de contre-insurrection développée par les Etats-Unis au Guatemala

depuis les années soixante ». Des preuves ? Les antécédents des trois membres de la junte. Mais, « en plus, rappelle le CGUP, le coup d'Etat eut comme axe central la Force aérienne, responsable des mitraillages et bombardements de 14 villages l'année dernière, conjointement avec l'action d'extermination des troupes spéciales kaïbiles. »

Il est clair, donc, que « la junte militaire vise à intensifier cette stratégie (la contre-insurrection). Elle cherche à maintenir le terrorisme d'Etat, mais en le combinant avec une démagogie réformiste, pour obtenir un consensus en faveur de la dictature militaire de la part des secteurs moins développés et indécis. Ainsi, elle pourrait contenir le mouvement révolutionnaire et l'isoler de sa base populaire croissante, comme pendant les années soixante. Mais nous ne sommes plus dans les années soixante, et le peuple n'est plus le même ».

En effet, la nécessité de la lutte du peuple guatémaltèque a des racines historiques profondes et justifiées : « Ce sont les conditions d'exploitation, d'oppression et de discrimination, poursuit le CGUP, qui nous ont amenés à lutter, car nous avons toujours reçu une brutale répression comme seule réponse. Durant la conquête, la résistance des indigènes fut châtiée par la destruction de leurs villes, de leurs livres sacrés, et le massacre de populations entières. Durant la colonie, les soulèvements répétés des indigènes furent toujours réprimés par les armes. (...) ».

« Ce sont ces luttes séculaires, affirme le CGUP, et celles menées contre les dictatures répétées et omniprésentes (Carrera - 32 ans -, Estrada Cabrera - 22 ans -, Ubico - 14 ans -, pour ne citer que les plus évidentes), qui ont apporté une riche expérience au peuple (...). Ceci explique l'incorporation massive du peuple dans la lutte, sur tout le territoire national, et sert de base à la constitution de l'URNG. Ce sera aussi la garantie de notre triomphe. »

Il est clair, donc, que « le coup d'Etat du général Ríos Montt s'inscrit dans le cadre de la politique interventionniste des Etats-Unis, et démontre l'échec du gouvernement de Lucas Garcia face à la montée de la Guerre Populaire Révolutionnaire ».

« Notre décision irréversible est de battre la tyrannie militaire, déclare le CGUP, et de construire une nouvelle société par l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, PATRIOTIQUE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE, aspiration de tous les Guatémaltèques ».

« Pour cela, conclut le communiqué, nous avons besoin de la solidarité internationale qui doit s'étendre et s'approfondir jusqu'à s'ériger en une barrière anti-interventionniste. Nous devons continuer toute action signifiant à la fois un appui moral et matériel à notre peuple, et un isolement économique, politique et militaire du régime dictatorial guatémaltèque. » □



FARABUNDO

EL SALVADOR VAINCRA

Abonnements à Farabundo

- 6 numéros : 25 F
- Abonnement de soutien à partir de 50 F
- Abonnement + adhésion au Comité Salvador : à partir de 100 F

Formule d'abonnement

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Somme versée : .....

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7<sup>e</sup>.

- Abonnement seul
- Soutien
- Abonnement + adhésion

# Un million pour la résistance salvadorienne

Au Salvador, c'est tout un peuple qui lutte pour son autodétermination et contre la politique génocide de la junte civico-militaire responsable de plus de 35 000 victimes en deux ans.

Pour maintenir la junte au pouvoir, l'administration Reagan intervient militairement par la fourniture d'armes et l'envoi de conseillers militaires.

Pourtant, les forces révolutionnaires et démocratiques réunies dans le FMLN-FDR remportent des victoires et assurent le contrôle politico-militaire de larges parties du territoire. C'est pour répondre aux besoins des combattants et de la population civile des zones contrôlées par le FMLN-FDR, que nous lançons une campagne financière, nationale.

- Contre la malnutrition,
- Pour la santé, l'équipement et l'alphabétisation.

**Coordination Nationale  
des Comités de Solidarité avec le peuple d'El Salvador**

---

*Premiers signataires soutenant cet appel :*

Nuri ALBALA, Louis ARAGON, Maurice BARTH, Simone de BEAUVOIR, Pierre BERCIS, Huguette BOUCHARDEAU, Bernard BOUDOURESQUES, Claude BOURDET, Jean BRUHAT, Christine BUCI-GLUCKSMAN, William BURCHETT, Jean CARDONNEL, Georges CASALIS, Jacques CHATAGNER, Julio CORTAZAR, Jacques DEBU-BRIDEL, Gilles DELEUZE, Pierre EMMANUEL, Jean-Jacques de FELICE, Antoinette FOUQUE, Jean FREYSS, José GAMARRA, Costa GAVRAS, Jean-Paul GAY, Félix GUATTARI, Gisele HALIMI, Pierre JALEE, André JEANSSON, Edmond JOUVE, Alain JOXE, Alain KRIVINE, Victor LEDUC, Arthur LONDON, Lise LONDON, Michael LOWY, Armand MATTELART, Michèle MATTELART, Pierre VIDAL-NACQUET, Bernard RAVENEL, Michelle RAY-GAVRAS, Willy ROSENBAUM, Antoine SANGUINETTI, Léon SCHWARTZ, Albert SOUBOUL, Haroun TAZIEFF, Philippe TEXIER, Henri WEBER, Vladimir YANKELEVITCH, Nicole BOURDILLAT, Simon MALLEY.

- 
- Dans le cadre de cette Campagne, nous avons réuni à la date du 10 juin 82, la somme de 350 000 Francs.

**SOUSCRIVEZ A  
« 1 Million pour la résistance salvadorienne »**

Versez vos dons au compte de la campagne à l'ordre de « 1 million pour le Salvador » et envoyez vos chèques au

Comité de Solidarité avec le Salvador 68, rue de Babylone 75007 Paris.

Téléphone : 555.25.54.